

# World Economic Situation & Prospects 2006

À NE PAS PUBLIER AVANT 12 HEURES (EST), LE 24 JANVIER

## La croissance économique mondiale continue de ralentir en 2006

### Une conjoncture internationale favorable aux pays en développement – mais des incertitudes demeurent

(ORGANISATION DES NATIONS UNIES, NEW YORK, 24 janvier) Selon le rapport économique annuel rendu public aujourd'hui, l'ONU prévoit une croissance mondiale de plus de 3 % pour cette année, contre un taux de croissance similaire en 2005, mais en retrait par rapport au taux, exceptionnellement élevé, de 4 % enregistré en 2004.

Le ralentissement de la croissance s'explique en grande partie par la maturation de la récente reprise économique mondiale, souligne le *World Economic Situation and Prospects 2006*, la publication de l'ONU. Quoiqu'ayant été maîtrisés les catastrophes naturelles et les actes terroristes ont tout de même eu des effets négatifs sur la performance de l'économie mondiale.

Dans l'avenir proche, l'éventualité de nouvelles flambées des cours du pétrole, du passage d'une crise circonscrite de la grippe aviaire à une pandémie, ou de l'effondrement du prix de l'immobilier dans les pays les plus riches font planer le risque d'un ralentissement graduel de la croissance mondiale. Mais le plus grand danger, selon le *WESP 06*, pourrait provenir des faiblesses systémiques liées aux niveaux élevés et croissants des déséquilibres financiers mondiaux (*voir le communiqué de presse qui s'y joint*).

Parallèlement, une croissance plus lente aux États-Unis, une stagnation en Europe et une modeste reprise au Japon contrastent avec un léger fléchissement de la forte performance économique des pays en développement. Tirant profit d'une conjoncture internationale favorable caractérisée par de faibles taux d'intérêt et d'inflation et par une forte demande des produits de base, le monde en développement devrait enregistrer cette année, selon l'ONU, un taux de croissance légèrement supérieur à 5,5 %, contre, approximativement, 5,7 % en 2005 et 6,6 % en 2004 (*Graphique I.1*).

“Les Pays les Moins Avancés (PMA) font mieux avec une croissance de 6.6 pour cent, de loin leur meilleure performance depuis des décennies,” souligne le *WESP 2006*.

### Une forte croissance d'ampleur égale pour les diverses régions en développement

Tandis que la Chine et l'Inde continuent de connaître une forte croissance économique, note le *WESP 2006*, l'expansion de l'économie a été exceptionnellement vigoureuse, par rapport aux périodes antérieures, dans toutes les régions en développement.

La forte croissance a été favorisée par la hausse des cours mondiaux des produits de base, induite en particulier par la forte demande provenant des économies à forte croissance, comme la Chine et de l'Inde, pour les matières premières. Bien que certains pays en développement et les PMA aient souffert des prix élevés du pétrole et des importations de biens alimentaires, d'autres, singulièrement les exportateurs nets de pétrole et d'autres produits primaires, en ont bénéficié.

Tableau I.1. Croissance de la production globale, 1996-2006

Evolution annuelle des taux				
	2003	2004	2005 <sup>a</sup>	2006 <sup>b</sup>
<b>Produit global<sup>c</sup></b>	2.6	4.0	3.2	3.3
<i>dont:</i>				
Economies développées	1.9	3.2	2.4	2.5
Economies en transition	7.1	7.7	6.0	5.9
Economies en développement	4.9	6.6	5.7	5.6
Pays moins avancés	6.5	6.7	6.8	6.6
<b>Du Memorandum:</b>				
Commerce mondial	6.4	11.0	7.1	7.2
World output growth ajustée aux PPP	4.5	4.7	4.7	4.4

**Source:** Département des affaires économiques et Sociales du Secrétariat des Nations Unies (UN/DESA).

<sup>a</sup> Estimation partielle.

<sup>b</sup> Projections, se basant sur le Projet LINK, un groupe de collaboration internationale dans le domaine des modèles d'économétrie, coordonné par la Division de l'analyse des politiques de développement du Secrétariat des Nations Unies en tandem avec l'université de Toronto.

<sup>c</sup> Se basant sur un coefficient moyen de croissance par pays du Produit intérieur brut (PIB), utilisant les paramètres du PIB en 2000 et des taux de change.

En plus de la hausse des cours des matières premières, beaucoup de pays en développement, y compris les PMA, ont bénéficié d'une stabilité politique accrue et de politiques macroéconomiques saines, selon l'ONU. Le respect des engagements pris par les pays riches d'accroître l'aide publique au développement et les remises de dettes donnera une forte impulsion à la croissance des pays les plus pauvres.

La stagnation de l'investissement des entreprises dans les pays les plus riches constitue l'un des facteurs de l'abondance de liquidité sur les marchés financiers et des faibles taux d'intérêt. Les économies émergentes ont bénéficié de conditions de financement externe très favorables – même si les flux de ressources additionnels se concentrent essentiellement sur un petit nombre de pays à revenu intermédiaire. L'investissement étranger direct à destination des pays en développement a également repris, principalement dans les secteurs en plein essor comme les secteurs pétrolier et minier.

Concomitamment, les échanges mondiaux continuent d'augmenter à un rythme deux fois plus élevé que celui de la croissance du produit. Le rapport de l'ONU estime que les récents accords conclus à la Conférence de Hong Kong de l'Organisation mondiale du commerce constituent un petit progrès, et que de sérieux défis sont à surmonter avant l'achèvement du Cycle de négociations de Doha. Il souligne également la nécessité de renforcer les capacités d'offre dans les PMA et de les aider à faire face aux coûts d'ajustement liés à la libéralisation du commerce.

### Le revers de la médaille

Le côté négatif d'importantes revenus liés aux produits de base est l'absence générale de progrès en matière de développement industriel dans les PMA et en Afrique. En outre, le *WESP 06* souligne que les exportations de produits manufacturés de beaucoup de ces pays ont diminué du fait de la perte des préférences commerciales consécutives à l'expiration, en 2005, de l'Accord sur l'habillement et les textiles. Des milliers d'emplois ont été perdus dans le secteur textile de l'Afrique. Certains pays pauvres, comme le Sri Lanka et le Bangladesh, ont par contre résisté à la tempête et réussi à maintenir leurs exportations textiles.

Cependant, la dépendance des pays pauvres vis-à-vis des produits de base reste un problème crucial, spécialement en raison de la vulnérabilité de l'agriculture aux conditions climatiques, devenues très erratiques, et du fait que les cours des produits de base ne continueront vraisemblablement pas leurs progressions.

“De manière générale”, souligne l'ONU, “les cours des produits de base semblent avoir atteint un plateau, et il faut probablement s'attendre à une baisse des cours de nombreux produits non pétroliers.”

La croissance ne s'est pas également traduit par une augmentation générale du nombre d'emplois, rappelle le *WESP 2006*. Les techniques à haute intensité de capital dans les secteurs produisant les matières premières, principalement dans les pays en développement, et les gains de productivité liés aux avancées technologiques dans le monde développé constituent les raisons pour lesquelles la croissance ne s'est pas matérialisée par une augmentation du nombre d'emplois.

“Dans la majorité des pays, la création d'emplois ne progresse pas au rythme de la main-d'oeuvre disponible”, souligne l'ONU. “En conséquence, dans un grand nombre de pays, les taux de chômage sont encore nettement plus élevés que les niveaux enregistrés d'avant la récession de 2000-2001.”

En outre, tout choc brutal qui affecterait l'économie mondiale du fait de l'un des risques potentiels mentionnés plus haut affectera davantage les pays en développement. Si, par exemple, ce choc se traduit par une énorme dépréciation du dollar américain couplée d'un ajustement brutal des déséquilibres externes dans les principaux pays développés, de nombreux principales économies en développement en subiraient de sévères contrecoups (*voir le communiqué de presse joint*).

S'il est vrai qu'environ la moitié des économies en développement, des pays de l'Afrique subsaharienne et des pays les moins avancés connaissent ce que le *WESP 2006* appelle une croissance économique “robuste” (supérieure à 3 % du PIB par habitant), il n'est demeuré pas moins que l'autre moitié n'a pas connu une croissance robuste, et ce malgré une conjoncture internationale exceptionnellement favorable.

Un accroissement de plus en plus important de l'aide au développement et un allègement accru de la dette, restent donc à l'ordre du jour en 2006, année de suivi dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement et d'un examen par l'Assemblée générale des Nations Unies de la situation des pays les moins avancés.

*Pour des interviews ou un complément d'information, contacter la Section du développement du Département de l'information par l'entremise de Tim Wall, 1-212-963-5851, ou Newton Kanhema, 1-212-963-5602.*

*World Economic Situation and Prospects est produit au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies : Commission économique pour l'Afrique (CEA), Commission économique pour l'Europe (CEE), Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO).*

*World Economic Situation and Prospects 2006 (Numéro de vente E.06.II.C.2, ISBN 92-1-109150-0), édité par United Nations Publications, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 (États-Unis), Tél. 800-253-9646 ou 1-212-963-8302, Fax. 1-212-9633489; Courriel: publications@un.org; ou Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Genève-10, Suisse, Tél. 41-22-917-2614, Fax. 41-22-917-0027, Courriel: unpubli@unog.ch; Internet: <http://www.un.org/publications>.*

# World Economic Situation & Prospects 2006

SOUS EMBARGO JUSQU'AU 24 JANVIER À MIDI, HEURE DE NEW YORK

## Une coordination des efforts requise pour résorber sans heurts les déséquilibres financiers mondiaux

(NATIONS UNIES, NEW YORK, 24 janvier) Les pressions résultant du gonflement du déficit courant des Etats-Unis et des excédents d'autres pays ne peuvent pas être réglées tout simplement par le biais de politiques indépendantes menées par des nations, déclare le nouveau rapport économique de l'ONU pour 2006. Les ajustements des taux de change ne vont sans doute pas rectifier la situation, indiquent des économistes de l'ONU, et toute tentative allant dans ce sens pourrait s'avérer dangereuse.

Par contre, des politiques mutuellement calibrées pourraient graduellement stabiliser une situation qui constitue à l'heure actuelle un désordre économique bipolaire. Les déséquilibres se sont considérablement aggravés en 2005 ; le déficit des Etats-Unis atteignait les 800 milliards de dollars tandis que le Japon, les marchés émergents d'Asie et les principaux pays exportateurs de pétrole réalisaient des excédents se chiffrant entre 100 et 200 milliards de dollars pour chacun (*tableau I.2*).

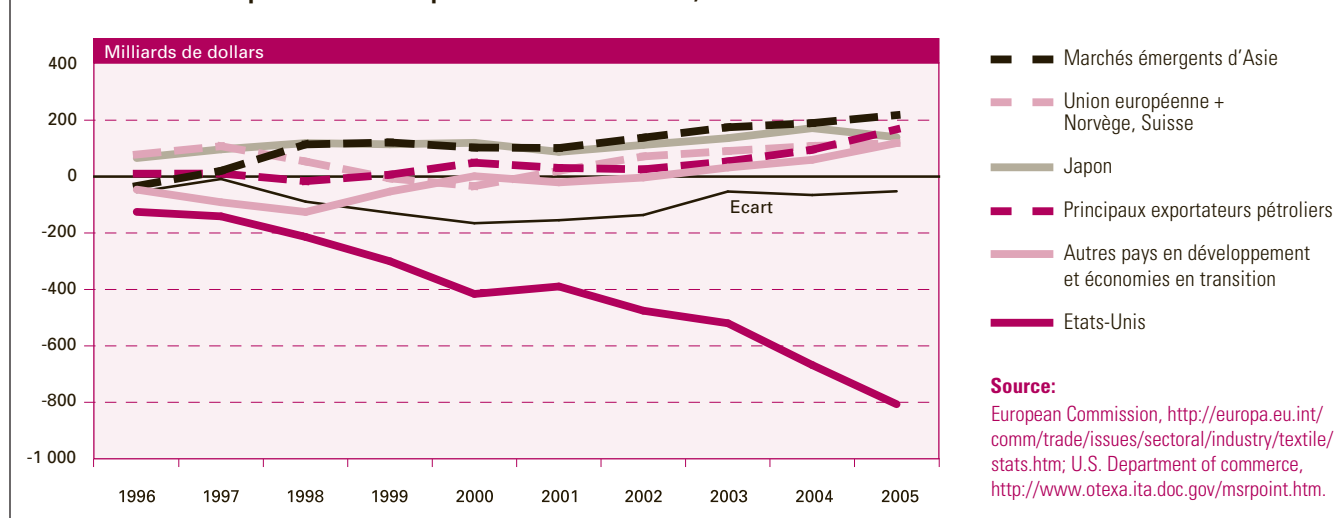
L'ampleur des déséquilibres peut également être captée par les niveaux des avoirs extérieurs des grandes économies. Les engagements extérieurs nets des Etats-Unis ont atteint plus de 3 000 milliards de dollars – soit à peu près un quart du produit national brut (PNB) du pays – les avoirs étant essentiellement détenus par le Japon, les exportateurs de pétrole, la Chine et des pays européens tels que la Suisse et la Norvège.

Malheureusement, les politiques nationales actuelles « ne portent pas suffisamment d'attention à la résorption des déséquilibres mondiaux » ajoute le rapport de l'ONU, *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*, publié aujourd'hui. La politique budgétaire américaine devient légèrement plus expansionniste, celle suivie par Europe reste plus neutre tandis que le Japon poursuit une consolidation budgétaire. Un tel arrangement ne favorisera qu'un accroissement des flux financiers de l'Europe et du Japon vers les Etats-Unis et, en conséquence, une aggravation des déséquilibres.

Une approche efficace consisterait à prendre des mesures susceptibles d'encourager l'épargne dans les pays déficitaires et stimuler l'investissement dans les pays excédentaires, indique *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*.

La tendance actuelle à la hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis ne suffira pas à stimuler l'épargne intérieure, note l'ONU. Des incitations de long terme à l'épargne privée et une réduction importante du déficit budgétaire sont nécessaires pour éli-

Tableau I.2. Déséquilibres des comptes courants mondiaux, 1996-2005



miner progressivement ces déséquilibres. Par contre, une baisse des taux d'intérêt en Europe donnerait l'impulsion nécessaire à cette région et à l'économie mondiale, d'après l'ONU. Dans d'autres pays excédentaires, beaucoup pourrait être fait pour encourager l'investissement, y compris drainer cette épargne excédentaire vers les pays en développement n'ayant pas les fonds nécessaires pour financer leurs infrastructures économiques et sociales.

L'ONU propose que le Fonds monétaire international – dont le mandat est de préserver la stabilité financière mondiale et qui a émis une suggestion semblable à celle avancée par l'ONU pour remédier à la présente situation - joue un rôle central de coordination des politiques, et ce d'autant plus que cette institution fournit un cadre mieux adapté et plus large que les sommets des pays du G-8.

### **Un investissement anémique sapant les perspectives d'équilibre et de croissance**

Un point de vue alternatif à celui de l'approche équilibrée suggérée par l'ONU soutient que d'importants ajustements des politiques macroéconomiques des Etats-Unis doivent être au coeur de toute politique susceptible de résorber les déséquilibres.

Contrairement à ce point de vu, d'autres, dont le prochain Président de la Réserve Fédérale américaine, Ben Bernanke, estiment que ces déséquilibres mondiaux sont le reflet d' « un excédent d'épargne » mondial, ce qui allège le financement des déficits budgétaire et du compte courant des Etats-Unis. Selon ce point de vue, un ajustement mondial doit d'abord consister à laisser les taux de change des marchés émergents s'apprécier et à prendre d'autres mesures qui feraient de ces pays des emprunteurs nets.

L'ONU estime cependant que les taux d'épargne dans le monde sont à des niveaux historiquement très faibles. L'augmentation de l'épargne en Europe, au Japon et dans des pays en développement est due essentiellement à la lenteur de la transformation de cette épargne en investissement productif, indique *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*. Même dans les marchés émergents, à l'exception notable de la Chine, la croissance des investissements a été lente.

« Ainsi, au lieu de qualifier la situation macroéconomique mondiale actuelle 'd'excédentaire' au niveau de l'épargne, il serait plus approprié de parler 'd'anémie' de l'investissement mondial » indique le rapport.

### **Les pays en développement contrôlent la dépréciation du dollar**

Si la dépréciation du dollar se poursuivait, elle pourrait ralentir l'élargissement des déséquilibres mondiaux, « mais compte tenu de la taille et de la nature du déficit, une très forte dévaluation pourrait s'avérer nécessaire », souligne l'ONU, « ce qui serait peu souhaitable, car un ajustement ordonné des déséquilibres mondiaux devrait empêcher une chute drastique du dollar ».

La récente remontée du dollar contre l'euro et le yen assure un certain niveau de protection aux économies européenne et japonaise au cas où le dollar connaîtrait une chute marquée. Mais les monnaies de nombreux pays en développement se sont appréciées constamment vis-à-vis du dollar, faisant ainsi passer le fardeau potentiel d'un ajustement des déséquilibres mondiaux de l'Europe et du Japon vers les pays en développement.

Nombre de pays en développement ont accumulé d'importantes réserves en dollars afin de se protéger de tout mouvement spéculatif contre leurs monnaies, ce qui a eu pour effet d'apprécier leurs taux de change et de menacer la compétitivité de leurs exportations. Par ailleurs, l'accumulation de réserves représente un transfert de ressources vers les pays qui émettent les monnaies de réserve (principalement les Etats-Unis) d'un montant équivalent à la différence entre le taux d'intérêt qu'ils paient sur leurs emprunt extérieurs et le taux de rendement plus faibles qu'ils perçoivent sur leurs avoirs extérieurs.

Le défi en matière de politique nationale pour ces pays consiste à trouver un bon équilibre entre le maintien de taux de change compétitifs et les coûts associés à d'importantes réserves de change. Un ajustement désordonné de l'économie mondiale aggraverait les difficultés, car une dépréciation brutale et importante du dollar ferait de ces réserves un fardeau pour leurs économies.

« Les avantages liés à l'accumulation de quantités croissantes de devises en vue de réduire les pressions sur l'appréciation du taux de change pourraient l'emporter sur les coûts, » indique *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*.

*Pour des interviews ou pour plus d'informations, prière de contacter à la Section du développement du Département de l'information des Nations Unies, Tim Wall, 1-212-963-5851, ou Newton Kanhema, 1-212-963-5602.*

*Situation économique mondiale et perspectives est produit au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies (la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)).*

*Situation économique mondiale et perspectives 2006 (Numéro de vente .E.06.II.C.2, ISBN 92-1-109150-0) Publications des Nations Unies, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 USA, Tel. 800-253-9646 or 1-212-963-8302, Fax. 1-212-9633489; E-mail: publications@un.org; or Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Geneva-10, Switzerland, Tel, 41-22-917-2614, Fax. 41-22-917-0027, E-mail:unpubli@unog.ch; Internet: <http://www.un.org/publications>.*

## Afrique: La reprise est en cours, pour le moment

(NATIONS UNIES, ADDIS-ABEBA, 25 janvier) « Une croissance régulière dans la deuxième moitié des années 90 et les taux de croissance relativement élevés enregistrés au cours des cinq dernières années confirment que la reprise est en cours dans les économies africaines » indique le dernier rapport économique mondial annuel de l'ONU, qui prévoit une croissance de 5,4 % en Afrique pour 2006.

Une croissance de 5 % en 2004 et 2005 (*voir Tableau A.3*) s'explique par les excellents résultats du secteur agricole et une augmentation globale du prix des produits de base, indique *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*, lancé aujourd'hui au niveau régional.

Il y a eu également au cours de ces deux dernières années des progrès soutenus en matière de réformes macroéconomiques et structurelles, notamment l'unification des marchés de change et une meilleure gestion des finances et des dépenses publiques. Des élections parlementaires et présidentielles au Burundi et au Libéria en 2005, un accord de paix au Soudan et la signature par 23 pays du Mécanisme Africain d'Evaluation par des Pairs (pour suivre l'intégrité et la transparence dans la gestion publique) illustrent les acquis politiques réalisés par le continent, et sont de bon augure tant pour la stabilité que pour l'amélioration des performances économiques en 2006.

Un retour à la stabilité dans beaucoup de pays de l'Afrique subsaharienne et des perspectives encourageantes pour les produits de base ont une incidence positive sur l'investissement étranger direct (IED). L'IED sur le continent est passé de 18 milliards de dollars en 2003 et 2004, à environ 30 milliards de dollars l'année dernière. Et l'augmentation de l'aide publique au développement et les allègements de dettes améliorent également les perspectives, indique *Situation économique mondiale et perspectives, 2006*.

Tableau A.3. Economies en développement: taux de croissance du PIB réel, 1996-2006

Evolution annuelle des pourcentages <sup>a</sup> 1996-2004											
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 <sup>b</sup>	2006 <sup>c</sup>
Pays en développement <sup>d</sup>	5.9	5.4	1.9	3.6	5.6	2.4	3.6	4.9	6.6	5.7	5.6
dont:											
Afrique	5.3	3.4	3.0	3.1	3.4	3.5	3.5	4.4	5.1	5.1	5.5
Afrique du Nord	5.7	3.3	3.9	3.9	3.4	3.4	3.2	4.6	4.8	5.1	5.7
Afrique sub-saharienne (à l'exception du Nigéria et de l'Afrique du Sud)	5.9	4.6	4.1	3.2	2.8	4.1	3.9	3.2	5.6	5.3	5.3
Exportateurs net de fuel	4.6	4.0	3.0	3.4	4.1	3.0	3.9	5.4	5.4	5.8	5.8
Importateurs net de fuel	5.9	3.0	3.0	2.8	2.8	3.9	3.2	3.4	4.8	4.5	5.2

Source: Département des affaires économiques et Sociales du Secrétariat des Nations Unies (UN/DESA)..

**a** Se basant sur un coefficient moyen de croissance par pays du Produit intérieur brut (PIB), utilisant les paramètres du PIB en 2000 et des taux de change.

**b** Estimation partielle.

**c** Projections, se basant sur le Projet LINK.

**d** Concerne les pays en développement qui comptent 98 pour cent de la population de tous les pays en développement.

## **Les exportations de pétrole dopent de nombreuses économies, mais le secteur manufacturier n'a guère progressé**

Grâce aux retombées pétrolières, le produit intérieur brut (PIB) a considérablement augmenté dans tous les pays d'Afrique du Nord, à l'exception du Maroc, en 2005.

Les recettes pétrolières ont également permis aux exportateurs subsahariens tels que l'Angola et le Tchad d'afficher des taux de croissance du PIB de plus de 10 %, et même dans un pays miné par des conflits comme le Soudan la croissance a été de 7 %. En Mauritanie, de nouveaux champs de pétrole devraient être opérationnels à partir de 2006.

Le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire et les Seychelles (où le tourisme a connu une baisse) ont été les seuls pays de la région ayant enregistré une contraction du PIB en 2005, indique le WESP 2006.

Le Nigeria a vu sa croissance ralentir en 2005, mais l'accroissement des revenus gaziers et pétroliers lui ont permis d'engranger des surplus du compte courant, et qui ont servi à améliorer les infrastructures et à diversifier l'économie. Le PIB sud-africain a augmenté de 5 % l'année dernière grâce à l'accroissement de la demande intérieure et des exportations.

Un des grands défis de la région reste la situation peu reluisante du secteur manufacturier. Ce secteur a subi l'année dernière de nouvelles pertes imputables à la fin de l'Accord sur les textiles et l'habillement et à la concurrence accrue des usines textiles asiatiques. De janvier à septembre 2005, par exemple, la valeur des exportations de textiles et de vêtements subsahariens vers les Etats-Unis a baissé de 11 % .

Ces pertes ont exacerbé le chômage déjà très élevé qui afflige la région, tandis que la croissance du secteur des produits de base à forte intensité de capital n'a guère favorisé la création de nouveaux emplois.

Dans l'ensemble, la reprise observée en Afrique reste encore vulnérable à plusieurs grandes chocs, y compris une éventuelle aggravation de l'épidémie de sida ou une pandémie de grippe aviaire, ou de nouveaux conflits civils. Par ailleurs, les perspectives des prix des produits de base pour l'année à venir restent mitigées. La hausse du prix des matières premières montre déjà des signes d'essoufflement dans certains secteurs. En outre, si les cours du pétrole restent élevés ou augmentent encore davantage, les répercussions inflationnistes cumulatives seront plus durement ressenties par les pays importateurs nets de pétrole en 2006.

*Situation économique mondiale et perspectives est produit au début de chaque année par le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et les cinq commissions régionales des Nations Unies (la Commission économique pour l'Afrique (CEA), la Commission économique pour l'Europe (CEE), la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), et la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO)).*

*Situation économique mondiale et perspectives 2006 (Numéro de vente .E.06.II.C.2, ISBN 92-1-109150-0) Publications des Nations Unies, Two UN Plaza, Room DC2-853, Dept. PRES, New York, NY 10017 USA, Tél. 800-253-9646 or 1-212-963-8302, Fax. 1-212-9633489; E-mail: publications@un.org; or Section des Ventes et Commercialisation, Bureau E-4, CH-1211, Geneva-10, Switzerland, Tél. 41-22-917-2614, Fax. 41-22-917-0027, E-mail: unpubli@unog.ch; Internet: <http://www.un.org/publications>.*